

Le curé, l'instit, l'État



<http://www.lefigaro.fr/mon-figaro/2013/12/13/10001-20131213ARTFIG00447-le-cure-l-instit-l-etat.php>

Mis à jour le 13/12/2013 à 16:56

TRIBUNE - Roland Hureaux, essayiste, voit un lien entre les crises que connaissent l'Église, l'école et la puissance publique.

Le curé et l'instituteur, l'Église catholique et l'école de la République. L'affrontement de ces deux institutions fut longtemps au fondement de la culture française. L'État en était l'arbitre. Dans la partie de bras de fer à laquelle elles se sont livrées pendant près d'un siècle, qui l'a emporté? En définitive ni l'une ni l'autre. Pas de vainqueur, deux vaincus.

Il est inutile de s'appesantir sur la crise profonde que traverse l'Église de France¹. Chute de 25 à 5 % de la pratique en 50 ans. Chute analogue des vocations et en définitive de l'adhésion. Cela dans le contexte d'un islam apparemment prospère.

Mais le dernier rapport Pisa² vient nous rappeler, en parallèle, la dégradation profonde de l'école de Jules Ferry³, jadis tenue pour une des plus efficaces du monde. Une dégradation qui emporte le risque d'une interruption de la transmission des savoirs et de la mémoire française, et au-delà, d'une tiers-mondisation de l'économie.

Le paradoxe est que des deux institutions concurrentes, aucune n'est responsable de l'effondrement de l'autre. Chacun est la cause de sa propre crise. Cela est évidemment vrai de l'école publique dont la chute a des origines clairement repérables, entre le tronc commun qui ignore les particularités des élèves et les pédagogies prétendues scientifiques, notamment les méthodes dites globales.

Mais cela est sans doute vrai aussi de l'Église: il n'est pas nécessaire de tenir à la messe de saint Pie V pour voir la responsabilité de l'intrusion de méthodes douteuses (les fameux «parcours») dans la quasi-interruption de transmission de la foi et de la morale par le catéchisme.

À l'origine de ces processus d'effondrement intérieur, deux événements parallèles: le concile Vatican II⁴ (ou plutôt ses suites) et Mai 68, inspireurs d'une «rénovation pédagogique» fondée de part et d'autre sur les mêmes principes pervers: «il est interdit d'interdire», le discrédit de la mémoire, les méthodes dites «actives» et, de fait, ludiques, le privilège du vécu sur le raisonnement, l'absence de rigueur.

Plus en profondeur, se laisse apercevoir une vision de l'histoire du catholicisme d'un côté, de celle de la France (et même de l'Europe) de l'autre, tenues pour des siècles de barbarie, voire d'horreurs, qui ne pouvait conduire qu'à leur rejet par la génération montante. L'héritage tant chrétien que national tel qu'il est présenté depuis cinquante ans par les institutions qui en ont la charge est devenu une torche si brûlante qu'on préfère la jeter aux orties que la relayer.

On alléguera certes que l'effondrement des mécanismes de transmission s'explique dans les deux cas par l'irruption du phénomène audiovisuel, porteur à la fois de facilité dans la réception et de schématisation dans les contenus. Et par-dessus, l'hédonisme propre à la société de consommation.

Mais ce que le grand public ne sait pas encore, c'est que depuis environ une vingtaine d'années, un troisième pilier de l'héritage français et non le moindre est en train de s'autodétruire de manière analogue: l'État lui-même (et plus largement l'administration publique), sans que cette fois le phénomène audiovisuel ou l'hédonisme soient en cause. Qu'en reste-t-il après vingt ans de réformes ininterrompues dont le leitmotiv est la dénonciation de méthodes passées supposées archaïques, le charcutage sans fin des organigrammes, un mouvement brownien de changements analogue à celui qu'a connu l'éducation nationale⁵? Comme dans l'Église, comme dans l'école, on trouve les mêmes causes et les mêmes effets.

Mêmes causes: des théories de l'organisation pseudo-scientifiques, des modes anglo-saxonnes mal comprises et mal

digérées, l'absence de contrôle politique sur des logiques technocratiques aveugles et en définitive l'idéologie, avec ce qu'elle comporte de simplification abusive et de déni du réel. Mêmes conséquences: la destruction du zèle spontané, l'augmentation des coûts (alors que toutes ces réformes visent en principe à les réduire), l'attrition des corps historiques, la confusion des structures. La coopération intercommunale, supposée être un progrès, a induit un désordre indescriptible dans le paysage de l'administration locale. La servilité de la droite par rapport à ces modes et à ces idéologies venues de la gauche n'est pas pour rien dans le rejet de Sarkozy tel qu'il s'est exprimé en 2012. L'Église, l'Enseignement et maintenant l'État: après le clocher et l'école, il fallait que le malin génie s'attaque aussi à la mairie et à la préfecture. Voilà qui est fait.

La dégradation de notre classement Pisa n'est que la pointe émergée d'un grave processus d'autodestruction dont ne nous sortira qu'une révision drastique des idéologies qui, en tous domaines, gouvernent l'action publique depuis près de quarante ans.

La rédaction vous conseille :

Professeurs de tout le pays, unissons-nous!⁶

École: à catastrophe nationale, déni national⁷

«Le pape François a redynamisé l'Église»⁸

Roland Hureaux

Liens:

- 1 <http://plus.lefigaro.fr/tag/eglise-de-france>
- 2 <http://plus.lefigaro.fr/tag/pisa>
- 3 <http://plus.lefigaro.fr/tag/jules-ferry>
- 4 <http://plus.lefigaro.fr/tag/vatican-ii>
- 5 <http://plus.lefigaro.fr/tag/education-nationale>
- 6 <http://www.lefigaro.fr/mon-figaro/2013/12/03/10001-20131203ARTFIG00402-professeurs-de-tout-le-pays-unissons-nous.php>
- 7 <http://www.lefigaro.fr/mon-figaro/2013/12/06/10001-20131206ARTFIG00571-ecole-a-catastrophe-nationale-deni-national.php>
- 8 <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2013/12/12/01016-20131212ARTFIG00547-le-pape-francois-a-redynamise-l-eglise.php>